



COMMISSION EUROPÉENNE

DG Emploi, affaires sociales et inclusion

Législation sociale et de l'emploi, dialogue social

Dialogue social, relations industrielles

Bruxelles, le 1^{er} février 2013

COMITE DU DIALOGUE SOCIAL SECTORIEL NAVIGATION INTERIEURE

Compte rendu de la réunion du 12 novembre 2012

1. Adoption de l'ordre du jour et approbation du compte rendu de la dernière réunion

La réunion est présidée par M. Lehninger (président du comité, travailleurs). L'ordre du jour est adopté. Le compte rendu de la dernière réunion (18 septembre 2012) est approuvé.

2. Accord européen concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur de la navigation intérieure: état d'avancement

M^{me} Durst (direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, DG EMPL) informe les partenaires sociaux qu'une «Étude sur les coûts et les avantages de la mise en œuvre de l'accord européen sur le temps de travail dans le secteur de la navigation intérieure – comparaison avec le statu quo» est en cours de préparation. Le cahier des charges de l'étude sera envoyé aux partenaires sociaux dès qu'un contrat aura été signé.

3. Profils de postes

Compte tenu du rythme de travail du groupe d'experts conjoint de la Commission sur les qualifications professionnelles et les normes de formation, l'ETF considère qu'il est important de se tenir mutuellement informés de l'avancement des travaux. Étant donné que la Commission pour la navigation sur le Rhin, la Commission du Danube et la CEE-ONU¹ travaillent également sur les questions de la formation, de la certification et des normes minimales communes, il convient d'éviter toute répétition inutile des travaux.

L'UENF estime que l'objectif du groupe, qui est de soumettre à la Commission des projets de propositions en avril 2013, est très ambitieux. Pour l'OEB, le fait que la totalité du travail s'effectue en anglais et qu'aucun entrepreneur ne fasse partie du groupe d'experts constitue une difficulté supplémentaire. L'UENF se demande si les partenaires sociaux pourraient apporter une contribution commune aux travaux du groupe d'experts.

¹ <http://www.unece.org/trans/main/sc3/sc3.html>

Les partenaires sociaux de l'industrie ont l'impression de constater une baisse de la qualité de la formation en Europe et une augmentation des exigences. La formation à bas coûts a tendance à se développer, par exemple, aux Philippines. Les partenaires sociaux décident de consacrer leur prochaine réunion (1^{er} février 2013) à la question de la formation et de la certification afin de parvenir à une position commune, au moins en ce qui concerne certains critères. Il serait également souhaitable de trouver un accord sur le nombre de jours de navigation.

4. Harmonisation des exigences en matière d'équipage

Après la dernière réunion, la Commission a renvoyé l'analyse d'impact et une étude d'évaluation portant sur l'harmonisation législative des exigences en matière d'équipage dans le secteur de la navigation intérieure (achevés en février 2009). Les partenaires sociaux conviennent d'examiner ensemble ces documents et de poursuivre la discussion sur cette question l'année prochaine.

5. Législation en matière de sécurité sociale

Les partenaires sociaux évoquent la prochaine réunion du CASS² du 30 novembre. L'extension de l'article 16 de l'accord à d'autres pays serait une bonne chose. Selon la Commission pour la navigation sur le Rhin, des ressortissants de pays tiers naviguent sur le Rhin sans couverture sociale. Cette lacune doit être réglée de toute urgence.

6. Promotion de l'emploi dans le secteur de la navigation intérieure

Selon les partenaires sociaux, la campagne «Be your own captain»³ est bien accueillie par les jeunes. Tous les acteurs de l'industrie ont démarré la campagne, dont le titre risquerait cependant de donner de faux espoirs.

7. Amélioration des conditions de travail et de vie à bord et de l'accès aux installations portuaires

Les partenaires sociaux de l'industrie admettent l'existence de problèmes, par exemple pour les dispositifs automatiques d'ouverture (à distance) de portes d'écluse.

8. Concurrence déloyale dans le secteur de la navigation intérieure

Il s'agit d'un large domaine, et les participants évoquent plusieurs problèmes tels que le non-respect des conventions collectives de travail, le recours à des travailleurs intérimaires (provenant de pays tiers, ce qui n'est pas autorisé dans tous les pays) ou à des agences de recrutement, l'insuffisance des contrôles réalisés par les services d'inspection du travail et les bureaux de l'immigration, l'absence de droit de pavillon, d'énormes disparités entre les systèmes fiscaux et les abus d'opérations de «cabotage» non conformes au règlement de l'UE⁴.

² <http://www.ccr-zkr.org/12050300-fr.html>

³ <http://www.becaptain.eu/>

⁴ http://europa.eu/legislation_summaries/internal_market/single_market_services/124063_fr.htm

9. Divers

Les partenaires sociaux font rapport sur le suivi de l'examen de la stratégie pour le Danube. L'ETF devrait participer au premier forum annuel à Ratisbonne (voir le compte rendu de la dernière réunion).

Participants 12.11.2012

Employers (3 ♂, 1 ♀)

EBU

Mr Grulois (BE)

Mr Koning (NL)

Mr Leandri (FR)

ESO

Ms Beckschäfer (DE)

Workers (10 ♂, 3 ♀)

ETF

Mr Biesold (DE)

Mr Bleser (LU)

Mr Bramley (ETF)

Ms Chaffart (ETF)

Mr Jung (LU)

Mr Kerkhof (BE)

Mr Kerkhofs (BE)

Mr Kiepe (DE)

Mr Lalak (CZ)

Mr Lehninger (AT)

Ms Latron (FR)

Mr Pauptit (NL)

Ms Sokolova (BG)

European Commission

Ms Durst (DG EMPL)

Mr Dieter (DG MOVE)

Ms Winiarska (DG EMPL)

Others

Ms Tournaye (CCNR) – Observer